

# Référendum ou plébiscite?

Depuis la révision constitutionnelle de 1919 le législateur, c'est-à-dire en théorie le Grand-Duc et la Chambre des députés, en pratique le gouvernement s'appuyant sur sa majorité parlementaire, peut décider librement de consulter le corps électoral par la voie dite de la démocratie directe, appelée référendum (art. 51). Dans l'antique République romaine les magistrats convoquant et présidant le sénat en référaient («referre») à lui en soumettant une affaire à sa délibération et à son jugement. On sait que pendant plusieurs siècles, tant que l'autorité sénatoriale était incontestée, le «senatus consultum» avait force de loi.

Notre droit constitutionnel interprète le référendum comme une procédure de consultation, non de décision: ses initiateurs sondent l'opinion du corps électoral dans une matière voulue sans obligation explicite de s'y conformer. En 1937 le gouvernement et la Chambre avaient demandé l'avis des électeurs sur une loi que les députés venaient de voter à une majorité très nette, mais qu'une partie de l'opinion publique contesta violemment. Sûrs de leur fait, ils durent vite déchanter à la suite du résultat négatif inattendu - 50,7 % de non. Le cabinet Bech démissi-

onna. Vu donc le caractère extraordinaire du référendum et le risque politique extraordinairement grand pour ses auteurs, vu surtout les circonstances dramatiques dans lesquelles il se prépare actuellement, certaines questions s'imposent au citoyen attentif.

1. Pourquoi veut-on subitement savoir en haut lieu ce que nous pensons, alors que tant de textes de nature constitutionnelle ont été signés et ratifiés sans nous?

2. Pourquoi veut-on toujours prendre notre avis, alors que certains indices concourent à l'idée que soit le Traité est un fait accompli, soit il n'est plus d'actualité.

3. Est-il raisonnable, est-ce faire preuve du sens des réalités que de nous demander d'étudier un document indigeste de plusieurs centaines de pages? Voilà en effet le prix à payer pour pouvoir nous décider en connaissance de cause. Car si vraiment la question à l'envergure prétendue, nous ne devons pas nous contenter de résumés, de commentaires et encore moins de campagnes publicitaires. Ce ne serait pas sérieux!

4. Est-il correct que l'État lui-même, ministres et députés en tête, s'engage dans la bataille

avec un tel acharnement? En tout cas, ces derniers semblent se méfier profondément de nos compétences.

5. Alors, pourquoi nos politiques insistent-ils pour nous céder le rôle dans lequel d'ordinaire ils se complaisent si bien, à savoir celui d'Atlas portant sur ses épaules le ciel à la fois grand-ducal et européen? Si, en cas de victoire du non, lesdits cieux risquent réellement de tomber sur la tête de plusieurs centaines de millions de citoyens européens qui s'ignorent, au soir du 10 juillet 2005, ils auraient mieux fait de trancher eux-mêmes la question. Mais probablement ils péchaient par un excès de confiance dans leurs peuples si ingrats. Ayant reconnu leur erreur, ils veulent maintenant se prémunir contre un nouveau désaveu au moyen d'une campagne envahissante.

6. En résumé: veut-on connaître notre avis ou veut-on que dimanche prochain nous répondions «oui» à la question posée?

Osons suggérer une réponse sûrement simpliste à ces questions empreintes, nous le concédons, d'une certaine naïveté frôlant l'hérésie: On nous impose un référendum pour la forme, au fond on nous propose un plébiscite! Tel que le «plebis scitum»,

le décret du peuple romain réuni en comices, sanctionnait généralement le senatus-consulte, le référendum doit maintenant donner au peuple l'occasion de légitimer ses gouvernants en applaudissant massivement à leurs hauts faits accomplis. Curieusement on retrouve le même procédé sous une forme plus politique à certaines époques historiques moins reculées, comme par exemple au temps des deux Napoléon, des stalinien et des fascistes. Mais il y a des différences: nos politiques ne peuvent que rêver de l'autorité morale dont jouissaient les «patres patriae» romains; nous voterons en secret au lieu de coucher par écrit notre nom sur un registre ouvert, sous le regard scrutateur d'un fonctionnaire bonapartiste; enfin aucune terreur ne s'abat sur nous, si ce n'est une campagne de propagande telle qu'on se demande, où se situent les limites entre l'information, la manipulation subtile et le lavage de cerveau pur et simple.

Alors, défendons-nous en tournant la page, et le dos aux sons et aux images. Faisons plutôt notre devoir à domicile, au risque de passer pour des démodés: méditons le Traité! Il nous reste peu de temps pour bien choisir.

Fernand Heintz